

Le Venezuela exhorte l'Union européenne à cesser de soutenir les groupes putschistes

Image not found or type unknown



Canciller Jorge Arreaza

Caracas, 26 février (RHC) Le ministre des Affaires Étrangères du Venezuela, Jorge Arreaza, a demandé à l'Union européenne (UE) de suspendre le soutien aux groupes putschistes et violents afin de relancer le dialogue bilatéral.

Répondant à un message du ministère allemand des Affaires étrangères, publié jeudi sur le réseau social Twitter, qui a qualifié d'"inacceptable" la décision du gouvernement vénézuélien d'expulser l'ambassadrice de l'UE, demandant immédiatement à Caracas d'annuler la mesure, Arreaza n'a pas tardé à répondre, exigeant du bloc communautaire qu'il revienne sur son ingérence dans les "affaires intérieures" du pays sud-américain.

"Les mesures coercitives, les ingérences systématiques dans les affaires intérieures, la méconnaissance des institutions souveraines et le soutien apporté par l'UE (Allemagne) aux fauteurs de coup d'État et de violence doivent être des actions immédiatement suspendues pour relancer le dialogue avec le Venezuela" a souligné le chef de la diplomatie vénézuélienne.

Le président du Venezuela, Nicolás Maduro, a déclaré le même jour que son administration ne traiterait pas avec le bloc communautaire tant que celui-ci n'aura pas corrigé la politique erronée contre le pays bolivarien.

Le Conseil de l'Union européenne (CE) a annoncé lundi dernier de nouvelles sanctions à l'encontre de 19 fonctionnaires vénézuéliens pour leur rôle dans les élections parlementaires de décembre 2020, sous prétexte que les normes démocratiques n'auraient pas été respectées lors de ces élections.

Le gouvernement de Caracas, en réponse à cette "ingérence et partialité" de l'UE, a déclaré mercredi "persona non grata" l'ambassadrice du bloc communautaire, Isabel Brillhante, et lui a donné 72 heures pour quitter le pays. De plus, il a remis des lettres de protestation aux ambassadeurs d'Allemagne, de France, d'Espagne et des Pays-Bas en raison de leur politique de sanctions contre le Venezuela.

Le Venezuela est devenu en 2017 le premier pays latino-américain à être sanctionné par l'UE qui, depuis lors, a adopté des mesures à l'encontre de 55 fonctionnaires vénézuéliens, parmi lesquelles l'interdiction de voyager vers le vieux continent et le gel de leurs avoirs.

(HispanTV

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/noticias/internacionales/249001-le-venezuela-exhorte-lunion-europeenne-a-cesser-de-soutenir-les-groupes-putschistes>



Radio Habana Cuba